

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLEINE ET ENTIÈRE
DE LA PENSÉE.

TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR

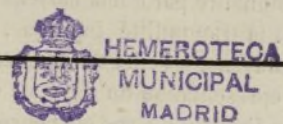
EN 1848.

AN IER DE LA RÉPUBLIQUE RECONQUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 7 MAI.

CITOYENS,

Nos efforts ont été couronnés du plus noble succès; l'Assemblée nationale n'a point failli à sa sainte mission; réunie au cri de Vive la République, sa première motion a été de proclamer la République une et indivisible, avec cette devise : Liberté, Égalité, Fraternité, qui dit, plus haut que nous ne pourrions le dire, que la République française est désormais dans son essence une République démocratique née d'une révolution sociale, fille du progrès, qui ne connaît désormais plus de bornes, en fait d'amélioration de la condition humaine.

Ce décret n'a pas eu besoin de passer par le creuset de la discussion, par les incertitudes momentanées du vote; il n'émane pas d'une victoire parlementaire; il n'est pas la loi de la majorité; tous l'apportaient dans leur cœur, et prêt à s'échapper, dans les mêmes termes, de leur bouche, il a fait explosion avant d'attendre une motion. Chacun avait son mandat à cet égard, conçu dans les mêmes termes. La France des opinions les plus disparates, n'a plus désormais, en fait de forme de gouvernement, qu'une seule opinion. La France tout entière est désormais républicaine, purement républicaine. Elle entre hardiment dans une voie fermée aux abus et ouverte à toutes les améliorations progressives possibles.

Réacteurs, on vous avait bercé d'un vain espoir, d'un espoir fratricide; la trahison de quelques intrus vous avait paru être complice de la trahison d'un plus grand nombre; vous le voyez, on vous avait indignement trompés. Un jour nous démasquerons ces infâmes traîtres, qui sont tels de longue date; ces calomnieurs, aux frais de l'État, de tout ce que la France renferme de plus pur et de plus dévoué au pays; ces hommes dépourvus de probité en morale comme en politique; nous saurons tout ce qu'a coûté au budget, si avaré pour les besoins du pauvre, cette prodigalité félonne des fonds secrets ou des fonds jetés à flots par le misérable que la France a conspué et banni à jamais loin de ses frontières.

Mais vous, citoyens égarés un instant, revenez aux sentiments de conciliation et de fraternité que nous avait inspirés, dès les premiers jours, la victoire magnanime du peuple de février; la République naissante avait tout oublié, tout pardonné, tout concilié dans le giron d'une même et grande famille. La monarchie n'était plus là pour diviser, afin de régner.

Le hasard des nominations (le hasard est le fléau des républiques, parce que l'élection est son salut), le hasard ne tarda pas à mettre la réaction à la place de la monarchie, et dès ce moment nous avons vu renaître les plus mauvais jours de l'arbitraire et de la contre-révolution. L'orgie des jouisseurs, les fêtes nocturnes de Barras, la calomnie contre les réputations les plus honorablement acquises, calomnie répandue comme par le télégraphe, en un clin-d'œil, sur toute la surface du pays; les cris de mort poussés par l'ingratitude gagée contre la bienfaisance foulée aux pieds; le silence imposé à la gratitude effrayée et décontenancée à la vue de cet ensemble de vociférations; le rappel du 16 avril battant la charge aux assommeurs contre le premier venu, qu'une police occulte désignait, et par un nom devenu un mot de ralliement, et par un geste classique de la place de la Bourse ou de la Bastille; la guerre civile à Troye, à Rouen; ces massacres des hommes désarmés par des sanguinaires réacteurs, encourageant au carnage des

hommes armés et fascinés; la rédaction incendiaire de feuilles suspectes, impatientes du peu de réaction que la trahison leur accordait; enfin les républicains traqués sous divers noms, comme des bêtes fauves, par les saletés officiellement occultes de nos plus mauvais gouvernants; en sorte que par un de ces retours qui bouleversent les idées, les Buchez, les Marrast, les Pagnerre, les Taschereau devenaient tout à coup des modèles de probité politique, et les Raspail des monstres pour qui le gibet était déjà trop doux; voilà ce que le hasard nous avait légué.

Nous sommes tombés sans doute sous l'effort de tant de coups; mais en tombant il nous a été donné de voir le triomphe définitif de notre impérissable muse. Oh! que nous avons oublié de turpitudes à ce cri de huit millions de voix, poussé par neuf cents mandataires; à cette sublime consécration de la formule que la France a enfin reconquise par soixante ans de luttes, de combats, de souffrances et d'essais jusque-là infructueux; le soleil des plus beaux jours du printemps s'est couché sur un peuple ra-jeuni, sur la France régénérée. Salut, ère de bonheur pour nous et pour les peuples européens!

Honneur à vous, citoyens, qui pendant ces deux mois et demi, deux siècles et demi en raccourci, n'avez pas désespéré de la patrie; vous qui, par la voix libre de la presse, par les trépignements du club, par l'attitude ferme et digne des manifestations sur la place publique, avez su prouver à la réaction officielle que les portes de son enfer de corruption ne prévaudront désormais jamais plus contre le vœu de la nation, et que les escamotages du vote ne parviendront jamais plus à escamoter que des noms d'homme et pas une liberté du pays! Victoire à vous! victoire que béniront bientôt les vaincus eux-mêmes! car c'est la victoire de la vérité sur l'erreur; la victoire de la réparation pacifique sur la réaction fratricide.

Frères, pardonnez-vous au cri de vive la République et sous les inspirations de cette belle devise : Liberté, Égalité et Fraternité! Français, ne renouvelons pas, entre les enfants de la même patrie, ces lignes de démarcation que la guerre civile seule est en état d'effacer avec du sang, et du sang le plus pur; car ce n'est jamais de part ni d'autre le sang des lâches et des corrompus : ceux-ci savent fort bien se cacher quand ils ont mis les factions aux prises; ils sortent le lendemain de leurs caves, pour juger les vaincus, quels qu'ils soient.

Français, notre ennemi n'est plus que bien loin, bien loin de nos frontières; la France ne compte plus que des Français, s'entraïdant pour aplanir la route du progrès et la rendre plus facile; se secourant mutuellement dans la détresse commune, se tendant réciproquement la main, pour aider à monter celui qui est plus bas, pour relever celui qui est tombé, pour admettre celui qui a faim au banquet de la vie, pour réparer, autant que la position actuelle le permet, les vices de nos inégalités sociales, en donnant à tous le droit de vivre en travaillant, afin qu'on n'ait plus jamais à opter pour la cruelle nécessité de mourir, en combattant.

Frères de toutes les conditions, oublions nos discordes, en commençant une ère nouvelle; faisons table rase sur le chapitre de nos haines, pour y inscrire un mot qui tient lieu de tous les codes : fraternité. Ce mot nous ramène au point d'où l'humanité était partie; le cercle de l'humanité a réuni ses deux bouts; derrière ces êtres maudits du ciel qui venaient se placer là pour interrompre la circonférence; la royauté est descendue aux enfers; la concorde va gouverner le monde; la conciliation va prendre la place des peines vengeresses; l'association, protectrice de tous les intérêts, va détrôner la concurrence toujours chanceuse; l'élection va mettre fin aux intrigues de l'ambition, aux coupables et ridicules prétentions des coteries, aux injustices de la faveur, au marchandage des nominations, à la forfaiture de la corruption.

La République, en décrétant la fraternité, a décrété la morale publique et privée.

Je respire enfin un air qui manquait à ma poitrine; je vis dans une atmosphère de vertus; patience et résignation; le progrès fera le reste.

VIVE A JAMAIS LA RÉPUBLIQUE UNE ET INDIVISIBLE, ayant pour devise : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ!

Requête à l'Assemblée nationale.

La vérification des pouvoirs ne doit pas seulement porter sur l'identité de la personne, sur son âge et la régularité de l'élection, mais encore sur la moralité de l'élu, en tant que l'immoralité serait de notoriété publique ou bien démontrée par des faits suffisamment établis.

1° Un député en état de faillite, même après avoir obtenu un concordat, ne doit pas rester à l'Assemblée. L'art. 614 du Code de commerce interdit l'entrée de la Bourse à tout commerçant failli, à moins qu'il n'ait obtenu sa réhabilitation. L'Assemblée nationale, il nous semble, doit montrer encore plus de susceptibilité que la Bourse. Un concordat ne libère pas l'homme de sa dette, mais seulement des poursuites; c'est un sauf-conduit que bien des gens prennent pour un encouragement à recommencer un passif, sauf à s'exposer à une nouvelle déconfiture. Le débiteur n'a le droit de se dire honnête homme qu'en tant qu'il a profité de la faveur du concordat pour faire tout ce qu'il est humainement possible de faire, à l'effet de se libérer par francs, sous et deniers, envers tous ses créanciers. Ce n'est qu'à ce prix que la honte de sa faillite peut être considérée comme étant entièrement effacée.

Or, la liste des représentants renferme des faillis non réhabilités. Leur démission est d'urgence.

2° Les fonctions de député sont incompatibles avec toute espèce d'autre fonction, mais surtout avec les fonctions salariées. Nous avons lu avec peine, dans les journaux, que certains fonctionnaires cherchaient à échapper à cette loi de haute moralité politique, en renonçant à la gratification quotidienne qui est allouée au député; cette prétention est par trop débonnaire. D'abord qui vous a donné le droit d'opter entre vos deux émoluments, et de sacrifier les 750 fr. par mois du député, pour avoir l'heur de toucher les 1,200 fr. par mois du fonctionnaire; votre calcul est excellent dans l'intérêt de votre bourse, mais il est très-mauvais dans l'intérêt de l'administration du pays.

Nul ne peut remplir à la fois les devoirs de deux places, parce que nul ne peut être en deux endroits différents à la fois, et qu'il faut qu'il se fasse remplacer dans l'un ou dans l'autre. Or, dans un pays d'élection, rien ne doit être abandonné au choix et au caprice; on vous a élu, faites élire qui doit vous remplacer, et que dès ce moment il soit substitué en votre lieu et place.

En détrônant la monarchie, on a détrôné le cumul.

3° Désormais il doit être interdit à tout fonctionnaire de se présenter en qualité de candidat pour la représentation nationale, aux suffrages de ses administrés; un fonctionnaire a par devers lui trop de moyens d'influencer illicitement les votes.

4° Un citoyen qui s'est fait naturaliser en pays étranger ayant, par là, perdu sa qualité de Français, ne peut pas faire partie de l'Assemblée nationale. Si nos renseignements sont vrais (et ils nous paraissent émaner d'une source incontestable), un membre de l'ex-gouvernement provisoire, aujourd'hui député, s'est fait naturaliser Anglais, il y a dix à douze ans, afin d'avoir le droit d'épouser une riche héritière en Angleterre; chacun autour de nous est en état de désigner du doigt ce député; c'est à l'Assemblée à s'en assurer par une enquête.

5° Les hommes de l'ex-police secrète et du château devraient être considérés comme inhabiles à la représentation. Le livre rouge et les dossiers de police suffiront à

L'Assemblée pour s'assurer si elle ne renfermerait pas deux ou trois personnages au moins de ce genre dans son sein. C'est à vérifier. Nous marchons aujourd'hui au grand jour, et rien n'est plus facile que d'épurer les rangs des citoyens chargés des destinées de la France.

6° La vérification des pouvoirs une fois terminée, il importe au pays que la conduite du Gouvernement provisoire soit soumise à une enquête sévère, à l'effet d'apurer les comptes, de connaître l'emploi des fonds et impôts extraordinaires dont le Gouvernement a frappé pendant deux mois et demi et l'industrie, et la propriété; enfin, à l'effet de connaître par quels moyens de police on a tant compromis et la tranquillité publique, et la réputation des meilleurs citoyens, à l'effet d'influencer les suffrages et de fausser la représentation du pays; ce qui, grâce au Dieu qui protège la France, n'a pas été couronné d'un plein succès.

L'Assemblée nationale doit désormais assimiler à la trahison, la coalition des camaraderies courant à la curée des places.

7° Enfin il est urgent de délivrer la France du fléau du provisoire, et de donner au pays une administration émanée de l'élection, vraiment républicaine et démocratique, homogène, forte en face de l'étranger, conciliatrice en face des discussions, progressive, intelligente, laborieuse, et surtout probe et honnête. Quant à la police secrète, on doit l'abolir incontinent. La cité doit faire sa police elle-même; la garde nationale, qui veille à la sécurité publique, ne doit pas être seulement une réunion de soldats, mais une organisation de magistrats municipaux surveillant leurs quartiers respectifs. Ce sera là une police morale, domestique et au grand jour. Toute autre police est toujours, quoi qu'on fasse, entachée d'immoralité.

8° Que l'Assemblée ne remette pas ses pouvoirs à un homme qui soit pour ainsi dire son vice-roi. Que le président qu'elle élira soit placé à la tête d'une administration si bien organisée, qu'à la rigueur elle puisse se passer de lui. Que les fonds ne soient jamais à sa disposition. Que le fisc soit un contrôle de toutes les opérations et non une caisse complaisamment ouverte aux dilapidations du pouvoir ou au gaspillage des subordonnés. L'argent, entre les mains du pouvoir exécutif, est une tentation permanente à l'abus; le contrôle et la surveillance de l'administration fiscale seront la sentinelle chargée de maintenir le pouvoir dans les limites de l'usage et du bon emploi des fonds.

CLUB DES AMIS DU PEUPLE.

Salle Montesquieu.

Séance du 6 mai.

A la suite d'une discussion palpitante d'intérêt, le club a confié à son président la mission de rédiger deux pétitions à l'Assemblée nationale, pour demander par l'une que la France vole au secours de la Pologne et des peuples opprimés, et l'autre pour réclamer que les magistrats réacteurs soient considérés comme démissionnaires; que le parquet de Rouen soit mis en accusation; que les prisonniers rouennais soient mis en liberté incontinent, et que les coupables soient recherchés dans les rangs des réacteurs qui ont égaré et l'armée et la garde nationale de cette malheureuse ville.]

Bourse et Télégraphe.

Il est urgent que les nouvelles télégraphiques soient affichées à la Bourse et dans tous les quartiers de la ville à l'instant où elles arrivent, et que la Bourse ne se tienne plus que le soir et aux flambeaux, afin de couper court au parti scandaleux que certains administrateurs ont su tirer, dans tous les temps, de l'arrivée des nouvelles pour jouer à la hausse et à la baisse.

Plus tard, il faudra aviser à la suppression complète de l'agiotage, instrument de ruine et de réaction toujours hostile aux intérêts populaires.

Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale a décidé que son président ne serait nommé que pour un mois. Cet usage avait déjà été adopté par la convention nationale; il est fondé sur le principe républicain de l'élection temporaire. Nous félicitons l'Assemblée d'avoir adopté cette mesure qui réduit à fort peu de chose les inconvénients d'une méprise; et le choix qu'elle a fait du citoyen Buchez pour son président mensuel, est certainement une méprise. L'homme qui a changé tant de fois de conviction politique et religieuse, qui a toujours été exclusif dans les opinions par lui adoptées, qu'il ait été athée en 1828, Saint-Simonien en 1829, doctrinaire en 1831, et catholique despotique depuis 1834, cet homme ne nous aurait pas semblé convenir à la présidence de la jeune République, de la République démocratique et sociale. La

durée de la présidence est heureusement l'antidote de cette nomination. Le mois prochain, le choix sera sans doute plus heureux.

Dans la séance du 6 mai, l'Assemblée a prononcé l'annulation de l'élection du faux ouvrier maître des requêtes Schmidt.

La Corse a élu représentants Pierre Bonaparte, fils de Lucien, et Pierre-Napoléon Bonaparte, fils de Jérôme.

Insalubrité des Ateliers nationaux et des Crèches.

1° Des renseignements que nous avons droit de regarder comme exacts, mais qui pourtant ont pour objet un fait assez peu explicable, nous arrivent relativement à ce qui s'est passé le 29 avril, dans un des ateliers nationaux, situé sur l'esplanade des Invalides, ancienne maison Hopp. Cet atelier est occupé par six cents femmes, sous la direction de la citoyenne Cousin, qui depuis longtemps, nous dit-on, s'est associée à madame de Lamartine pour faire confectionner de la lingerie à l'ouvroir de Vaugirard et à Saint-Lazare.

Le samedi 29 avril, à dix heures et demie, quatre ouvrières se sentent prises à la fois d'un malaise indéfinissable, de douleurs qui leur parcouraient tous les membres, de maux de cœur et mouvements convulsifs; elles s'évanouirent ensuite. Pendant qu'on leur portait secours, d'autres étaient successivement atteintes des mêmes accidents. De dix heures jusqu'à une heure que dura ce phénomène, soixante personnes furent frappées comme d'apoplexie. On se perd en conjectures sur la cause de cet empoisonnement miasmatique. A-t-on laissé tomber par imprudence quelque flacon d'acide prussique? Existerait-il dans le local un autre foyer d'infection?

2° Nous recevons à nos consultations un assez grand nombre d'enfants en bas âge que la mère avait déposés sains, gros et gras aux crèches de son voisinage, et qu'elle retire dans un état de marasme désespérant. La philanthropie qui s'est engouée de cette idée des crèches a rendu un bien mauvais service à l'enfance; car les soins maternels ne sauraient jamais être remplacés par les soins mercenaires, quelque dévouement que l'on suppose à la direction. Rien ne saurait suppléer à l'instinct maternel et aux ressources de sa tendresse. La mère comprend les douleurs de l'enfant et les apaise; elle entend ses cris et le console; elle sait le nourrir à propos, le nettoyer à propos, le bercer contre l'insomnie, l'amuser contre l'ennui; elle l'engraisse de sa propre substance; elle en fait l'idole, l'unique objet de son amour. Son temps appartient en entier à ce petit être; elle l'a sans cesse ou au bras ou au sein. Donnez-lui donc, à ce nourrisson, une autre mère qui puisse remplacer la véritable?

Aussi l'enfant pâtit dans les crèches; mais il y a plus, il s'y infecte, s'il est sain, ou il infecte ses successeurs, s'il est de mauvais sang, de sang mercurelisé par l'ancienne médecine. L'abus que la médecine fait du mercure devient un fléau endémique dans les crèches comme dans les lits d'hôpitaux.

Au lieu de tant dépenser pour remplacer la mère, que ne consacrez-vous pas ces sommes à fournir à la mère de quoi être la crèche vivante de son enfant? La dépense serait la même; les résultats en seraient plus heureux.

Moralité du commerce.

Allez dans la rue des Lombards, vous verrez que vingt maisons ne vivent presque que du nom de F.-V. RASPAIL affiché en grosses lettres à leur porte. Suivez ces honnêtes marchands au club ou au poste, et parlez-leur de ce nom qui est leur bienfaiteur, le moins qu'ils demanderont contre lui, c'est la lanterne.

La justice et la police de Louis-Philippe (car nous les avons toutes deux encore), permettent à ces braves gens cette usurpation mercantile du nom qu'ils abhorrent. Rien n'est changé dans le droit de mentir. Les menteurs sont les modérés; nous sommes, nous, les exaltés.

Le *National*, dont la camaraderie a tant fait pour exclure les socialistes de la Chambre, leur tend aujourd'hui une main protectrice; il avoue, par un mot sottement célèbre de son premier maître, son excellence le citoyen Thiers, qu'il y a de ce côté quelque chose à faire. Sommes-nous heureux de ce bon retour de sa majesté le *National*? On voit bien que le *National* se ressent toujours de son péché d'origine; car Louis-Philippe et Talleyrand l'ont fondé de leurs beaux deniers comptants. Nous serions curieux de connaître la filière des actes de vente successifs par la-

quelle cette feuille a passé des mains de Thiers et Mignet, ses rédacteurs primitifs, en celles du citoyen Marrast, l'auguste et dernier rédacteur en chef. En attendant, socialistes, ne redoutez plus le 16 avril; de par le citoyen Marrast, il est défendu qu'on vous assomme, sous une qualification ou sous une autre.

En apprenant les résultats de cette sublime spontanéité qui a porté toute l'Assemblée nationale à consacrer d'enthousiasme le vote du 24 février en faveur de la République, Louis-Philippe est entré dans une fureur surhumaine. « Deux fois trahi! s'est-il écrié; deux fois, c'est trop! J'avais pourtant dépensé plus d'un million à prévenir un si grand désastre! Voyez plutôt ma caisse: Quel déficit! Et comment le réparer! Je n'ai plus de liste civile! »

A propos de la liste civile, il est temps que l'Assemblée nationale surveille de près le prétendu travail de la commission sur la liquidation de la liste civile et la vente des domaines de la couronne, des domaines privés et de ceux des ex-princes.

Les réacteurs avaient mis aussi des bouquets au canon de leurs fusils pour venir assister à l'ouverture de l'Assemblée nationale; ils s'attendaient à quelque chose qui n'est pas arrivé. Quand ils ont entendu que la Chambre entière a proclamé la République, ils sont devenus aussi polis, aussi patelins, que la veille ils étaient insolents et féroces. Pardonnez-leur encore une fois.

Qu'est-ce que le républicain? C'est le producteur. Qu'est-ce que le réacteur? C'est le commissionnaire, le revendeur qui exploite également et le producteur, et le marchand, et le consommateur. L'agioteur en tout est ennemi né de la République. Comment! en piquant les dés, il ne pourra plus avoir la plus petite Lorette qui se moque de lui? Quel malheur pour le pays et pour les amis de l'ordre dans la liberté!

Déception ou calomnie.

Qu'entendons-nous encore? Nous marchons de surprise en surprise. Voici ce que nous lisons dans un journal qui dit avoir reçu ces nouvelles de Corse: « Les commissaires du Gouvernement en Corse, MM. Piétri et Vogin, ont donné leur démission, le jour où il a plu à M. Louis Blanc d'envoyer dans le département son oncle, M. Pozzo di Borgo, comme commissaire général... Le conseil municipal n'a pas voulu reconnaître M. Pozzo di Borgo, qui venait là pour faire réussir, dit le journal, par des moyens non avouables, la candidature du citoyen Louis Blanc. »

Où en sommes-nous donc si l'on ne réfute pas ces paroles? Louis Blanc, neveu d'une créature de la Russie, d'un transfuge, d'un fléau de la liberté de la Pologne, d'un Corse devenu Russe, d'un ennemi enfin de la France! Est-ce que la France serait déjà cosaque? Cela n'est pas possible et demande réfutation.

Fureur des modérés.

Un usurier de la rue du Temple, voyant son négoce ruiné par la moralité et la pénurie de la révolution de Février, ne parle de rien moins que de pousser à une émeute pour avoir l'occasion, dit-il, d'aller égorger à domicile les socialistes, auteurs de la baisse de ses fonds. Ces scélérats de socialistes qui ruinent l'usure, ne méritent-ils pas la mort? Mais la loi ayant aboli le bourreau, ne reste-t-il pas l'assassin?

D'où vient que tout citoyen, ferme républicain, défenseur du droit, se trouve maintenant dépourvu de ses armes? Des descentes de police se font à domicile, et sans explication on désarme ces vrais Républicains qui ont exposé leur poitrine aux barricades.

En voici un exemple frappant:

Les citoyens Mouton frères, au nombre de trois, avaient déposé leurs fusils chez le citoyen Chapard, ouvrier tailleur, rue des Vieilles-Etuves, 8. Jeudi dernier, quatre agents de police se sont présentés rue des Vieilles-Etuves, 8, et se sont emparés des fusils des frères Mouton et de celui du citoyen Chapard. Pour toute explication, ils ont dit à la femme Chapard, qui était seule, qu'ils étaient porteurs d'un mandat du préfet de police.

Voilà comme agissent déjà ceux qui ont le pouvoir; mais songez donc que ceux contre lesquels vous sévissez sont ceux qui ont exposé leur vie pour proclamer cette République que vous représentez, et qui sont encore prêts à la vendre chèrement pour la soutenir!

Pourquoi les désarmer? Est-ce que vous vous croyez déjà assez forts pour tyranniser et trahir ceux que vous devriez défendre! Ah! au nom du salut de la République, songez-y avant d'agir, car le peuple s'éclaire de jour en jour, et la moindre infraction à la justice de ses droits est palpable à ses yeux.

Mouton aîné, gardien de Paris; Mouton (Louis), gardien de Paris; Mouton (Arsène), gardien de Paris.

De la part de CUSELEER, ex-officier et détenu politique.

AVIS ESSENTIEL.

On trouve l'*Ami du Peuple*, rue des Marais-Saint-Martin, 35, et rue Culture-Sainte-Catherine, 5.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfarth, 4.